

Séance du 24 septembre 2009

Présents : M. W. Draps, Bourgmestre-Président ;
M. S. de Patoul, M. D. De Keyser, Mme A.C. d'Ursel, M. J.-C. Laes, Mme B. de Spirlet, Mme A.-M. Claeys-Matthys,
Mme C. Dejonghe, M. P. van Cranem, Echevins ;
M. B. Cerexhe, M. C. Vanhee, M. E. Kesteloot, M. C. Carels, Mme C. Persoons, M. D. Harmel, M. D. Lagase,
Mme C. Renson, M. F. Delpérée, M. P. Lefèvre, M. V. Jammaers, Mme J. Raskin, Mme L. Smajda, M. R. Rampelberg,
Mme C. Sallé, Mme F. de Callatay-Herbiet, M. F. Liégeois, Mme M. Vamvakas, Mme D. Servais, Mme M. Nothomb,
Conseillers communaux ;
M. G. Mathot, Secrétaire communal.

Marchés - Modification du règlement relatif aux activités ambulantes sur les marchés publics et sur le domaine public - Approbation

LE CONSEIL, en séance publique,

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment l'article 117 ;

Vu la loi du 25.06.1993 sur l'exercice et l'organisation des activités ambulantes et foraines, notamment les articles 8 à 10 ;

Vu l'arrêté royal du 24.09.2006 relatif à l'exercice et à l'organisation d'activités ambulantes, notamment les articles 23 à 44 ;

Considérant qu'en vertu de l'article 8, § 1, de la loi du 25.06.1993, l'organisation d'activités ambulantes et foraines sur les marchés et fêtes foraines publics est déterminée par un règlement communal ;

Considérant qu'en vertu de l'article 9, § 1, de la loi du 25.06.1993, l'organisation des activités ambulantes et foraines sur le domaine public, en dehors des marchés et fêtes foraines publics, est déterminée par un règlement communal ;

Vu le règlement relatif aux activités ambulantes sur les marchés publics et sur le domaine public, voté par le Conseil communal en séance du 26.09.2007, rendu exécutoire en date du 10.12.2007, applicable à partir du 01.10.2007 ;

Considérant qu'il y a lieu d'apporter certaines modifications audit règlement communal ;

DECIDE à l'unanimité d'approuver les modifications suivantes au règlement relatif aux activités ambulantes sur les marchés publics et sur le domaine public sous réserve d'approbation par le S.P.F. Economie, P.M.E., Classes Moyennes et Energie :

Chapitre 1. Organisation d'activités ambulantes sur les marchés publics

Article 1er - Objet

Le présent règlement est applicable aux marchés publics de produits de toute nature organisés sur le domaine public de la commune de Woluwe-Saint-Pierre.

Le Conseil communal est seul habilité à autoriser la création de marchés publics sur le territoire de la commune.

Article 2 - Données des marchés publics

2.1 - Lieux

Le(s) marché(s) précisé(s) à l'article 1 se tien(nen)t aux lieux suivants :

- place Dumon - avenue Baron d'Huart ;
- parvis Sainte-Alix ;

Le Conseil communal délimite la surface géographique de chacun des marchés précités, dont plans repris en annexe. Il donne compétence au Collège des Bourgmestre et Echevins de diviser les surfaces des marchés en emplacements, d'en établir les plans, d'attribuer les emplacements vacants et de dresser les listes des titulaires des emplacements.

2.2 - Jours et heures de tenue

Le(s) marché(s) se tien(nen)t aux jours et horaires suivants :

- place Dumon - avenue Baron d'Huart, les mardi, vendredi et samedi ;
- parvis Sainte-Alix, le mercredi ;
- arrivée des marchands ambulants abonnés : à partir de 05 h. 00 jusqu'à 07 h. 30 ;
- placement des démonstrateurs : 07 h. 00 ;
- placement des marchands occasionnels : 07 h. 30 ;
- départ des véhicules non affectés à la vente : 08 h. 00 ;
- ouverture de la vente au public : 07 h. 00 ;

- fermeture de la vente au public : 13 h. 00 ;
- départ des marchands ambulants : 14 h. 00 ;
- libération complète des lieux : 15 h. 00 ;

Les marchands abonnés sont tenus d'occuper leurs emplacements avant 07 h. 30, sauf circonstances exceptionnelles et avec l'accord du placier.

Au-delà de ces horaires, le placier est autorisé à disposer des places non occupées et à y installer des marchands occasionnels. Aucun remboursement ou remise ne sera octroyé aux marchands abonnés à cette occasion.

Les marchands ne peuvent quitter le marché avant la fin officielle du marché, une dérogation peut être accordée, par le placier, lors de circonstances exceptionnelles ou par le Collège des Bourgmestre et Echevins dans les autres cas.

Il n'y a pas de marché les jours fériés légaux sauf autorisation spéciale du Collège des Bourgmestre et Echevins.

Article 3 - Conditions relatives à l'attribution des emplacements

Un emplacement sur le marché public peut être attribué uniquement :

- aux personnes physiques qui exercent pour leur propre compte une activité ambulante et titulaires d'une "autorisation patronale" ;
- aux personnes morales qui exercent la même activité. Les emplacements sont octroyés par l'intervention d'une personne responsable de la gestion quotidienne de la société qui est titulaire de "l'autorisation patronale" ;

Les emplacements peuvent occasionnellement être attribués aux responsables d'actions de vente sans caractère commercial, qui y sont autorisés conformément à l'article 7 de l'arrêté royal susmentionné du 24.09.2006.

Afin de garantir la diversité de l'offre, le nombre d'emplacements par entreprise est limité à deux.

Article 4 - Proportion abonnements - emplacements attribués au jour le jour

Les emplacements sur le marché public sont attribués :

- soit par abonnement (maximum 95 % du nombre total d'emplacements) ;
- soit au jour le jour (minimum 5 % du nombre total d'emplacements) ;

Parmi les emplacements à attribuer par abonnement, priorité est accordée aux démonstrateurs à concurrence de 5 % du nombre total des emplacements du marché.

Article 5 - Règles d'attribution des emplacements au jour le jour

Les emplacements attribués au jour le jour le sont par le placier suivant l'ordre chronologique d'arrivée sur le marché, le cas échéant par spécialisation.

Lorsqu'il est impossible d'établir l'ordre d'arrivée sur le marché entre deux candidats ou plus, l'attribution des emplacements se fait par tirage au sort.

Le titulaire de l'autorisation patronale doit être présent lors de l'attribution de l'emplacement.

Article 6 - Règles d'attribution des emplacements par abonnement sur les marchés publics

6.1. - Vacance et candidature d'emplacement par abonnement

Lorsqu'un emplacement à attribuer par abonnement est vacant, cette vacance est annoncée par le Collège des Bourgmestre et Echevins par la publication d'un avis apposé sur le tableau d'affichage communal et via le site web de la commune.

Les candidatures peuvent être introduites à la suite d'un avis de vacance ou à tout autre moment.

Les candidatures sont envoyées au Collège des Bourgmestre et Echevins selon les prescriptions prévues à l'article 30 § 1, 2ème alinéa de l'arrêté royal du 24.09.2006 et dans le délai prévu dans l'avis de vacance. Les candidatures qui ne respectent pas ces critères ne sont pas retenues.

6.2 - Registre des candidatures

Toutes les candidatures sont consignées dans un registre au fur et à mesure de leur réception.

Conformément à la loi du 12.11.1997 relative à la publicité de l'administration dans les provinces et les communes, ce registre peut toujours être consulté auprès du service communal concerné.

Les candidatures restent valables tant qu'elles n'ont pas été honorées ou retirées par leur auteur.

Tous les ans, les candidats figurant dans le registre devront confirmer leur candidature par écrit afin de demeurer dans le registre.

6.3 - Ordre de l'attribution des emplacements

En cas de vacance d'un emplacement par abonnement, les candidatures sont classées comme suit dans le registre en vue de l'attribution de l'emplacement, compte tenu de l'éventuelle spécialisation :

- 1.- aux démonstrateurs dans la mesure où ils n'atteignent pas 5 % du nombre total d'emplacements ;
- 2.- selon les candidatures par priorité pour les catégories suivantes :
 - a. aux candidats qui sollicitent un emplacement suite à la suppression de celui qu'ils occupaient sur l'un des marchés de la commune ou auxquelles la commune a notifié un préavis pour cause de suppression définitive du marché ou d'une partie des emplacements ;
 - b. aux candidats qui sollicitent une extension de leur emplacement ;

- c. aux candidats qui demandent un changement de leur emplacement ;
 - d. aux candidats externes ;
- 3.- dans chaque catégorie, le cas échéant, selon l'emplacement et la spécialisation sollicités ;
- 4.- selon la date ;

Lorsque deux ou plusieurs demandes, appartenant à la même catégorie, sont introduites simultanément, l'ordre de préférence est déterminé comme suit :

- a.- sauf la catégorie des candidats externes, priorité est donnée au demandeur qui a le plus d'ancienneté sur les marchés de la commune ; lorsque l'ancienneté ne peut pas être comparée, la priorité est déterminée par tirage au sort ;
- b.- pour les candidats externes, la priorité est déterminée par tirage au sort.

6.4 - Notification de l'attribution des emplacements

L'attribution de l'emplacement est notifiée au demandeur :

- soit par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception ;
- soit par lettre remise de la main à la main contre accusé de réception ;
- soit par courrier électronique avec accusé de réception ;

L'attribution d'un emplacement qui fait l'objet d'un abonnement donne lieu à un accord, repris dans un document écrit.

Le postulant aura 15 jours pour prendre possession de l'emplacement, dès réception du courrier. Passé ce délai, la demande sera considérée comme annulée.

6.5 - Le registre des emplacements attribués par abonnement

Un plan ou registre est tenu, mentionnant pour chaque emplacement attribué par abonnement :

- le nom, le prénom, l'adresse de la personne à laquelle ou par l'intermédiaire de laquelle l'emplacement a été attribué ;
- s'il y a lieu, la raison sociale de la personne morale à laquelle l'emplacement a été attribué et l'adresse de son siège social ;
- le numéro d'entreprise ;
- les produits et/ou les services offerts en vente ;
- s'il y a lieu, la qualité de démonstrateur ;
- la date d'attribution de l'emplacement et la durée du droit d'usage ;
- si l'activité est saisonnière, la période d'activité ;
- le prix de l'emplacement, sauf s'il est fixé de manière uniforme ;
- s'il y a lieu, le nom et l'adresse du cédant et la date de la cession ;

Conformément à la loi du 12.11.1997 relative à la publicité de l'administration dans les provinces et les communes, ce registre peut toujours être consulté auprès du service communal concerné.

Chaque personne habilitée à exercer une activité ambulante telle que définie à l'article 13, qui connaît un changement de titulaire de la gestion journalière pour les personnes morales, ou d'adresse, ou de numéro d'inscription à la Banque Carrefour doit en informer sous 15 jours le service communal concerné.

Article 7 - Durée de l'abonnement

Les abonnements sont octroyés pour une durée de 12 mois.

A l'expiration de cette durée, les abonnements sont renouvelés tacitement d'année en année, sauf renonciation conforme à l'article 9 et sauf retrait signifié par lettre recommandée par l'administration communale dans les cas stipulés à l'article 10 du présent règlement.

Article 8 - Suspension de l'abonnement

Le titulaire d'un abonnement peut suspendre l'abonnement pour une période prévisible d'au moins un mois, lorsqu'il se trouve dans l'incapacité d'exercer son activité :

- pour maladie ou accident attesté par un certificat médical ;
- pour un cas de force majeure dûment démontré ;
- pour toute autre raison approuvée par le Collège des Bourgmestre et Echevins.

La suspension prend effet le jour où la commune est informée de l'incapacité et cesse au terme du délai annoncé et au plus tard 5 jours après la communication de la reprise d'activités.

Le titulaire de l'abonnement récupère son emplacement à la fin de la suspension.

La suspension de l'abonnement implique la suspension des obligations réciproques nées du contrat.

Durant la période de suspension, l'emplacement sera attribué au jour le jour.

Article 9 - Renonciation à l'abonnement

Le titulaire de l'abonnement peut renoncer à l'abonnement :

- à l'échéance de l'abonnement, moyennant un préavis d'au moins 30 jours ;
- à la cessation de ses activités ambulantes, moyennant un préavis d'au moins 30 jours ;
- s'il est dans l'incapacité définitive d'exercer son activité pour les raisons mentionnées à l'article 8 du présent

règlement. Dans ce cas, aucun préavis n'est prévu.

Les ayants droit de la personne physique exerçant son activité pour son propre compte peuvent, au décès de cette personne, renoncer, sans préavis, à l'abonnement dont elle était titulaire.

Les demandes de suspension, de reprise et de renonciation d'un abonnement sont notifiées au Collège des Bourgmestre et Echevins selon l'une des modalités mentionnées :

- par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception ;
- par lettre remise de la main à la main contre accusé de réception ;
- sur un support durable (fax, e-mail) contre accusé de réception.

Article 10 - Suspension et retrait de l'abonnement, exclusion des marchés ou suspension du droit de déballage

L'abonnement pourra être suspendu ou retiré par le Collège des Bourgmestre et Echevins dans les cas suivants :

- non-paiement de la redevance de l'emplacement. Sans préjudice de la poursuite de toute autre procédure, le placier est autorisé, sous réserve de saisir le responsable du service de police présent sur le marché à refuser à partir de la troisième semaine du début du trimestre à tout ambulant le droit de déballer sur le marché public en cas de non règlement des droits de place et ce, sans obligation de mise en demeure préalable, puisque le caractère public des dispositions réglementaires est suffisant. Cette interdiction de déballage se poursuivra jusqu'à la mise à jour intégrale du règlement des droits de place ;
- absence durant quatre semaines successives sans en avertir par courrier le placier ou le service communal concerné au préalable ;
- cession d'un abonnement à un tiers sans répondre aux conditions stipulées à l'article 14 du présent règlement communal ;
- non respect des plans des emplacements ;
- augmentation de la longueur et/ou de la profondeur des échoppes par le placement d'allonges, sans l'accord du placier ;
- obtention irrégulière d'une place ;
- auteur d'un scandale ou d'une dispute sur le marché ;
- absence de nettoyage et abandon sur place de cartons, caisses, emballages de toute nature, vidange et de tout déchet quelconque ;
- non respect des normes d'hygiène ;
- non respect de la législation fiscale et sociale ;
- placements dans les échoppes de toiles ou écrans quelconques susceptibles d'empêcher la vue vers les emplacements voisins, sauf si les conditions climatiques le nécessitent et avec l'accord du placier ;
- dégradation de quelque manière que ce soit des équipements ou infrastructures publiques ;
- refus par le marchand de faire réparer à ses frais les dégradations qu'il aurait causées ;
- présentation non-conforme des étals ;
- absence de panneau d'identification ;
- placement de marchandises ou de matériel dans les parties du marché réservées à la circulation ;
- sollicitation de la clientèle en circulant dans les allées ;
- vente d'autres marchandises que celles mentionnées sur l'abonnement ;
- vente de produits en infractions aux règles de bonne conduite, vie et moeurs ;
- non conformité aux injonctions des services de police, des agents communaux ou des placiers ;
- infraction au présent règlement ;

L'exclusion des marchés ou la suspension du droit de déballage peut être prononcée par le Collège des Bourgmestre et Echevins à l'égard des marchands occasionnels dans les cas précités.

La décision de suspension ou de retrait est notifiée par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception ou sur support durable contre accusé de réception.

Les marchands, titulaires d'un abonnement ou occasionnels, qui se verraient privés de place momentanément ou définitivement, ne pourront prétendre à aucune indemnité.

Article 11 - Préavis signifié par la commune

En cas de suppression momentanée ou définitive d'un ou des marchés, d'un emplacement ou d'une partie des emplacements, un délai de préavis d'un an est appliqué aux titulaires d'un emplacement. En cas de travaux publics ou d'affectation publique due à une réglementation régionale ou fédérale, ce délai n'est pas d'application. Ceux qui se verraient privés de place momentanément ou définitivement, ne pourront prétendre à aucune indemnité.

Ces titulaires sont prioritaires lors de l'attribution d'un emplacement vacant par abonnement.

Article 12 - Activités ambulantes saisonnières

Une activité saisonnière est en général une activité portant sur des produits ou des services qui, par nature ou par tradition,

ne sont vendus qu'au cours d'une période de l'année.

Les abonnements qui sont attribués pour l'exercice des activités susmentionnées sont suspendus pour la durée de la période de non-activité.

Pendant la période de non-activité, ces emplacements sont attribués au jour le jour.

Article 13 - Occupation des emplacements

Les emplacements sur le marché public peuvent être occupés :

- 1.- par :
 - a. les personnes physiques qui exercent pour leur propre compte une activité ambulante et qui sont titulaires d'une "autorisation patronale", auxquelles un emplacement est attribué ;
 - b. le responsable de la gestion journalière d'une personne morale à laquelle l'emplacement est attribué, titulaire d'une "autorisation patronale" ;
- 2.- par les associés de fait de la personne physique à laquelle l'emplacement est attribué, titulaires d'une "autorisation patronale" pour l'exercice d'une activité ambulante en propre compte ;
- 3.- par le (la) conjoint(e) ou le (la) cohabitant(e) légal(e) de la personne physique à laquelle l'emplacement est attribué, titulaire d'une "autorisation patronale" pour l'exercice de l'activité ambulante en propre compte ;
- 4.- par le démonstrateur, titulaire d'une "autorisation patronale", auquel le droit d'usage temporaire de l'emplacement a été sous-loué conformément aux dispositions de l'article 35 de l'arrêté royal susmentionné du 24.09.2006 ainsi que par le démonstrateur, titulaire d'une "autorisation de préposé A et B", exerçant une activité ambulante pour le compte ou au service de la personne à laquelle l'emplacement a été attribué ou sous-loué ;
- 5.- par les personnes titulaires d'une "autorisation de préposé A" ou d'une "autorisation de préposé B" qui exercent une activité ambulante pour le compte ou au service de la personne physique ou morale visée aux points 1. à 3. ;
- 6.- les personnes qui réalisent des ventes sans caractère commercial dans le cadre des opérations visées à l'article 7 de l'arrêté royal du 24.09.2006 susmentionné, peuvent occuper l'emplacement attribué à la personne responsable de l'opération. Le cas échéant, elles peuvent l'occuper en dehors de la présence de celle-ci.

Les personnes énumérées aux points 1.b) à 5. peuvent occuper l'emplacement attribué ou sous-loué à la personne physique ou morale pour le compte ou au service de laquelle elles exercent l'activité, en dehors de la présence de la personne à laquelle ou par l'intermédiaire de laquelle l'emplacement a été attribué ou sous-loué.

Article 14 - Cession d'un emplacement

14.1 - La cession d'un emplacement est autorisée aux conditions suivantes :

- 1.- lorsque le titulaire d'emplacement(s) cesse ses activités ambulantes en qualité de personne physique ou décède ou lorsque la personne morale cesse ses activités ambulantes. En cas de cessation, le cédant ou ses ayants droit transmettent un document servant de preuve de la radiation de son activité ambulante auprès de la Banque Carrefour des Entreprises ;
- 2.- et pour autant que le(s) cessionnaire(s) soi(en)t titulaire(s) d'une autorisation patronale d'activités ambulantes et qu'il(s) poursuive(nt) la spécialisation du cédant sur chaque emplacement cédé. Une éventuelle modification de la spécialisation doit être demandée par lettre recommandée au Collège des Bourgmestre et Echevins. Dans les deux cas (maintien de la spécialisation ou modification de spécialisation autorisée), le cessionnaire doit disposer de l'autorisation appropriée pour l'exercice d'activités ambulantes ;
- 3.- L'entreprise du cessionnaire ne peut pas disposer, à la suite de la reprise, de plus de deux emplacements (cf. article 3) ;

14.2 - Par dérogation au § 1er, la cession d'emplacement(s) est autorisée entre :

- époux, en cas de séparation de fait ;
- époux, en cas de séparation de corps ;
- époux, en cas de divorce ;
- cohabitants légaux, à la fin de leur cohabitation légale ;

à condition que :

- le cédant ou le cessionnaire présente à la commune un document attestant de la situation mentionnée au paragraphe 14.2 ;
- le cessionnaire réponde aux conditions mentionnées au paragraphe 14.1, 2° et 3° ;

La cession est valable pour la durée de validité restante de l'abonnement du cédant. En cas de cession, l'abonnement est également renouvelé tacitement.

Article 15 - Tenue des emplacements

15.1 - Les emplacements peuvent être occupés par les personnes habilitées à exercer sur les marchés publics conformément au prescrit du présent règlement.

15.2 - Nul ne peut occuper un quelconque emplacement sur le marché sans l'autorisation du placier.

15.3 - En aucun cas, le titulaire d'un emplacement ne peut se considérer comme propriétaire de sa place.

Il lui est interdit de sous-louer ou de prêter tout ou partie de sa place et d'y exercer un autre commerce que celui pour lequel il lui a été attribué, soit par abonnement, soit à titre momentané.

En cas d'infraction à cette disposition, l'emplacement sera retiré à son titulaire sans préjudice de poursuites judiciaires éventuelles.

Seuls les démonstrateurs, qui ont obtenu un abonnement pour un emplacement, peuvent sous-louer à d'autres démonstrateurs leur droit d'usage temporaire sur cet emplacement :

- soit directement à un autre démonstrateur ;
- soit par l'intermédiaire d'une association ouverte à tout démonstrateur sans discrimination ;

Selon le cas, le démonstrateur ou l'association communique la liste des démonstrateurs auxquels le droit d'usage temporaire d'un emplacement a été sous-loué.

Le prix de la sous-location ne peut être supérieur à la part du prix de l'abonnement pour la durée de la sous-location.

15.4 - Toute personne qui exerce une activité ambulante sur le marché public doit s'identifier au moyen d'un panneau lisible, placé ostensiblement sur l'étal ou le véhicule, si elle exerce l'activité à partir d'un étal ou d'un véhicule. Ce panneau doit également être installé par les préposés lorsqu'ils travaillent seuls.

Le panneau comporte les mentions suivantes :

- soit le nom, le prénom de la personne qui exerce une activité ambulante en personne physique pour son propre compte ou pour le compte de laquelle ou au service de laquelle l'activité est exercée ; soit le nom, le prénom de la personne qui assume la responsabilité journalière de la personne morale ou pour le compte de laquelle ou au service de laquelle l'activité est exercée ;
- la raison sociale de l'entreprise et/ou sa dénomination commerciale ;
- selon le cas, la commune du siège social ou du siège d'exploitation de l'entreprise et si le siège de l'entreprise n'est pas situé en Belgique, le pays et la commune dans lesquels il est situé ;
- le numéro d'inscription à la Banque Carrefour des Entreprises (ou l'identification qui en tient lieu, lorsque l'entreprise est étrangère) ;

Article 16 - Présentation des étalages - Hygiène et loyauté de la vente - Sécurité des installations

16.1 - Présentation des étalages

Les étalages ne pourront dépasser les limites précisées par les plans. Dans tous les cas, la profondeur des étalages ne peut être supérieure à 3 m, sauf dérogation accordée par le Collège des Bourgmestre et Echevins. En cas d'infraction, le prix de la redevance peut être doublé. Les marchands respecteront les places qui leur sont attribuées et la libre circulation de la clientèle dans les allées.

Il est interdit aux marchands d'avoir des hauteurs d'auvents inférieures à 2,20 m du sol. Les marchands sont personnellement responsables des accidents qui pourraient survenir en cas de non-respect de cette disposition.

La vente sur sol ou sur caisse en carton posée au sol est interdite. Les marchands devront présenter leurs marchandises de manière seyante sur portant ou convenablement ordonnées sur leurs étalages.

Les marchands veilleront à placer leurs récipients de conditionnement vides exclusivement sous leurs étals et ils les camoufleront au moyen d'une bâche ou d'un tapis.

16.2 - Hygiène et loyauté de la vente

Les opérations de vente et d'offres en vente ne peuvent avoir lieu que sur les marchés et exclusivement pendant les heures fixées pour chacun d'eux.

Le marchand à qui un emplacement est attribué peut proposer à la vente les marchandises pour lesquelles il a reçu autorisation lors de son attribution de place.

Il est interdit de porter atteinte en quelque manière que ce soit à l'hygiène et à la salubrité des denrées alimentaires transportées, exposées pour la vente, mises en vente ou vendues.

Toutes les mesures nécessaires doivent être prises pour en éviter les souillures et en assurer la conservation.

Les exposants respecteront les normes d'hygiène propres à leurs métiers et observeront pour eux-mêmes les règles d'une propreté rigoureuse.

Il est expressément interdit de soustraire d'une façon quelconque les denrées alimentaires d'origines animales à l'inspection des fonctionnaires ou agents habilités chargés du contrôle de salubrité de ces denrées et de la vérification des conditions d'hygiène, de leur transport, de leur manipulation ou de leur vente.

Il est défendu de mettre au fond des sacs, caisses, paniers, etc., dans le but de tromper les acheteurs, des comestibles d'une qualité inférieure à ceux qui se trouvent au-dessus de ces sacs, caisses, paniers, etc. exposés à la vue de la clientèle.

Il est défendu de vendre ou d'exposer en vente des comestibles gâtés, frelatés ou malsains.

Le marché est accessible à tout titulaire d'autorisation d'activités ambulantes vendant ou offrant tout produit autorisé par la loi à l'exception des articles de seconde main et/ou détériorés par l'usage et des produits en vrac non-conformes aux

normes d'hygiène.

16.3 - Sécurité des installations

Le matériel de raccordement d'électricité doit être conforme à la loi.

Les installations alimentées au gaz et/ou à l'électricité des échoppes ou points de ventes y raccordées, seront contrôlées une fois par an au moins par un organisme agréé par le Service Public Fédéral des Affaires Economiques pour ces types de contrôle.

Les rapports vierges de toutes remarques établis par l'organisme agréé à la suite de ces contrôles seront tenus à la disposition du bourgmestre, de la police communale, du service communal compétent ou du Service Régional Incendie, qui pourront en prendre connaissance sur-le-champ et sur simple demande.

Un extincteur de type ABC de 6 kg de charge utile et agréé "BENOR-ANPI" sera installé dans chaque échoppe utilisant des appareils de cuisson tels que friteuse, rôti-soire, appareils à hot-dog, à beignets, à croustillons, etc.

Cet extincteur sera vérifié une fois par an au moins par une société spécialisée.

Article 17 - Propreté des emplacements

Il est défendu aux exposants de quitter le marché sans emporter les caisses et vidanges sans avoir rassemblé les débris de légumes, papiers, emballages, etc. dans des sacs en matière plastique ou papier suffisamment résistants.

Dans tous les cas, les marchands restent responsables de la propreté de leur emplacement.

Il est défendu de décharger des détritrus de quelque nature que ce soit en provenance d'ailleurs.

Les marchands offrant en vente des produits à consommer ou pouvant être consommés sur place mettront à la disposition de leurs clientèles des récipients destinés à recevoir déchets et papiers d'emballage.

Article 18 - Stationnement des véhicules

A l'exception des véhicules affectés à la vente pour autant qu'ils soient conformes aux règles en vigueur, aucun véhicule ne pourra être laissé en stationnement sur l'aire du marché au-delà de 08 h. 00.

Les véhicules amenant des marchandises devront être remisés en dehors du périmètre géographique du marché en respectant le règlement complémentaire de police en matière de circulation et de stationnement.

Il est de plus interdit de parquer les véhicules non affectés à la vente à une distance inférieure à 500 m des lieux des marchés, exceptions faites des parkings mis à disposition par la commune.

Une dérogation peut être accordée par le Collège des Bourgmestre et Echevins :

- aux véhicules garés dans l'échoppe, pour autant que la profondeur de cette dernière ne dépasse pas 3 m ;
- aux véhicules garés à côté de l'échoppe, dont les propriétaires ont reçu l'autorisation du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

Dans tous les cas, ces véhicules seront comptabilisés pour le calcul de la redevance.

Article 19 - Paiement des droits de place

Tout exposant bénéficiaire d'un emplacement sur le marché public est tenu de payer entre les mains du placier le montant des droits de place fixés par le Conseil communal.

Le recouvrement des droits de place pour les places banales attribuées aux marchands volants y compris les démonstrateurs sous-locataires s'effectue chaque jour de marché, le paiement des abonnés se fait par virement sur le compte de l'administration communale au plus tard 8 jours avant le début du trimestre pour lequel le paiement est effectué.

Les droits de place sont payables dès l'occupation de l'emplacement.

Pour chaque paiement le placier doit délivrer un reçu.

Article 20 - Responsabilité - Assurance

L'autorisation d'établir des dépôts de marchandises ou d'objets quelconques sur et pendant la tenue des marchés n'implique aucunement la garde et la conservation de ces dépôts.

Le paiement du droit de place n'entraîne pas pour l'administration communale ou pour le placier l'obligation d'établir à cet égard une surveillance spéciale.

Le marchand est responsable envers l'administration communale des dommages causés par sa faute, sa négligence ou celle de son personnel, aux trottoirs, arbres, bancs, fontaines ou aux équipements publics qui se trouvent sur l'emplacement ou aux abords du marché.

Les auteurs de toute dégradation de quelque nature que ce soit sont susceptibles de poursuites légales.

Les marchands ambulants doivent contracter les polices d'assurance voulues pour couvrir, d'une part, leur responsabilité civile et celle de leur personnel et, d'autre part, pour garantir toutes réparations en matière d'accident de travail et sur le chemin du travail.

Article 21 - Maintien de l'ordre et de la sécurité publics

Il est défendu d'apporter une entrave à la liberté de la vente ou de troubler l'ordre d'une manière quelconque.

Il est également interdit aux marchands ou à leurs préposés d'invectiver ou de molester les personnes, en raison de leur

offre ou pour toute autre cause.

La même défense est faite au public à l'égard des marchands, en raison de l'offre de la marchandise ou de la demande du prix de celle-ci.

Ceux qui contreviennent à l'une ou l'autre de ces dispositions peuvent être expulsés immédiatement du marché par le placier qui est tenu d'en faire rapport au Collège des Bourgmestre et Echevins ou au Bourgmestre.

Article 22 - Arbitrage des différends

Tout différend qui surgit entre marchand et placier, entre marchand et acheteur ou entre marchands doit être porté immédiatement à la connaissance du placier ou du service de police qui entend les parties, les concilie s'il y a lieu et dans le cas contraire les renvoie vers le service compétent de l'administration communale, qui le soumet, si nécessaire, au Collège des Bourgmestre et Echevins.

Chapitre 2. Organisation d'activités ambulantes sur le domaine public en dehors des marchés publics dans des lieux non déterminés au préalable

Article 23 - Champ d'application

Quiconque souhaite occuper un emplacement dans un ou plusieurs des lieux du domaine public en dehors des marchés publics, pour exercer des activités ambulantes, doit demander une autorisation préalable auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins.

Article 24 - Autorisation préalable

24.1 - Demande d'autorisation

Afin de pouvoir occuper un emplacement comme mentionné à l'article 15, il faut répondre aux conditions mentionnées à l'article 13 et il faut disposer d'une autorisation. Cette autorisation doit être demandée préalablement à l'exercice de l'activité ambulante auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins.

24.2 - Décision relative à l'autorisation

En cas de décision positive, le demandeur obtient une autorisation mentionnant :

- la nature des produits ou services qu'il est autorisé à vendre ;
- le lieu ;
- la date et la durée de la vente ;

L'autorisation demandée peut être refusée pour une ou plusieurs des raisons ci-dessous :

- raisons d'ordre public ;
- raisons de santé publique ;
- protection du consommateur ;
- l'activité risque de mettre en péril l'offre commerciale existante.

Le Collège des Bourgmestre et Echevins motivera cette (ces) raison(s) dans sa notification de la décision négative au demandeur et renverra également aux voies de recours.

Article 25 - Conditions en matière d'attribution et d'occupation des emplacements

Les personnes qui répondent aux conditions d'obtention (cf. article 3) et d'occupation d'emplacements sur le marché public (cf. article 13) peuvent obtenir et occuper des emplacements sur le domaine public.

Article 26 - Règles d'attribution d'emplacements au jour le jour

L'attribution d'emplacements au jour le jour se déroule selon l'ordre chronologique des demandes et, s'il y a lieu, en fonction du lieu et de la spécialisation sollicités.

Lorsque deux ou plusieurs demandes d'emplacements sont introduites simultanément, l'attribution est déterminée par tirage au sort.

Article 27 - Règles d'attribution par abonnement

Les règles relatives aux marchés publics s'appliquent également ici (cf. supra).

Les conditions relatives à la communication des places vacantes (cf. article 6 § 1er du présent règlement) ne sont pas d'application.

Article 28 - Exigence d'identification lors de l'exercice d'activités ambulantes

Toute personne, qui exerce une activité ambulante sur le domaine public, doit s'identifier, si elle exerce son activité à partir d'un étal ou d'un véhicule, au moyen d'un panneau lisible, placé ostensiblement sur celui-ci. Ce panneau doit également être installé par les préposés lorsqu'ils travaillent seuls.

Le panneau comporte les mentions suivantes :

- soit le nom, le prénom de la personne qui exerce une activité ambulante en personne physique pour son propre compte ou pour le compte de laquelle ou au service de laquelle l'activité est exercée ; soit le nom, le prénom de la personne qui assume la responsabilité journalière de la personne morale ou pour le compte de laquelle ou au service de laquelle l'activité est exercée ;
- la raison sociale de l'entreprise et/ou sa dénomination commerciale ;

- selon le cas, la commune du siège social ou du siège d'exploitation de l'entreprise et si le siège de l'entreprise n'est pas situé en Belgique, le pays et la commune dans lesquels il est situé ;
- le numéro d'inscription à la Banque Carrefour des Entreprises (ou l'identification qui en tient lieu, lorsque l'entreprise est étrangère).

Chapitre 3. Dispositions finales

Article 29 - Compétence du placier

Le placier a le pouvoir de contrôler les documents démontrant l'autorisation et l'identité des personnes qui exercent une activité ambulante.

Article 30 - Cas non prévus au règlement

Pour les cas non prévus au règlement, il sera statué par l'autorité communale compétente dans les limites de la législation.

Article 31 - Entrée en vigueur du présent règlement

Le présent règlement est envoyé au S.P.F. Economie, P.M.E., Classes Moyennes et Energie dans le mois qui suit son adoption par le Conseil communal.

POUR EXTRAIT CONFORME
Woluwe-Saint-Pierre, le 28 septembre 2009

Par ordonnance :
Le Secrétaire communal,

Pour le Bourgmestre :
L'Echevin délégué,

Zitting van 24 september 2009

Aanwezig : Dhr. W. Draps, Burgemeester-Voorzitter ;
 Dhr. S. de Patoul, Dhr. D. De Keyser, Mw. A.C. d'Ursel, Dhr. J.-C. Laes, Mw. B. de Spirlet, Mw. A.-M. Claeys-Matthys,
 Mw. C. Dejonghe, Dhr. P. van Cranem, Schepenen ;
 Dhr. B. Cerexhe, Dhr. C. Vanhee, Dhr. E. Kesteloot, Dhr. C. Carels, Mw. C. Persoons, Dhr. D. Harmel, Dhr. D. Lagase,
 Mw. C. Renson, Dhr. F. Delpérée, Dhr. P. Lefèvre, Dhr. V. Jammaers, Mw. J. Raskin, Mw. L. Smajda,
 Dhr. R. Rampelberg, Mw. C. Sallé, Mw. F. de Callatay-Herbiet, Dhr. F. Liégeois, Mw. M. Vamvakas, Mw. D. Servais,
 Mw. M. Nothomb, Gemeenteraadsleden ;
 Dhr. G. Mathot, Gemeentesecretaris.

Markten - Wijziging van het reglement betreffende rondtrekkende activiteiten op de openbare markten en het openbaar domein - Goedkeuring

DE RAAD, in openbare vergadering,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name artikel 117 ;

Gelet op de wet van 25.06.1993 op de uitvoering en de organisatie van ambulante en kermisactiviteiten, met name de artikelen 8 tot 10 ;

Gelet op het koninklijk besluit van 24.09.2006 betreffende de uitvoering en de organisatie van ambulante activiteiten, met name de artikelen 23 tot 44 ;

Overwegende dat krachtens artikel 8 § 1 van de wet van 25.06.1993, de organisatie van ambulante en kermisactiviteiten op de openbare markten en kermissen wordt geregeld door een gemeentereglement ;

Overwegende dat krachtens artikel 9 § 1 van de wet van 25.06.1993, de organisatie van ambulante en kermisactiviteiten op het openbaar domein, buiten de openbare markten en kermissen, wordt geregeld door een gemeentereglement ;

Gelet op het reglement betreffende rondtrekkende activiteiten op de openbare markten en het openbaar domein, gestemd door de Gemeenteraad in zitting van 26.09.2007, uitvoerbaar verklaard op datum van 10.12.2007, toepasselijk vanaf 01.10.2007 ;

Overwegende dat er enkele wijzigingen dienen aangebracht te worden aan het gemeentereglement ;

BESLUIT eenparig, de volgende wijzigingen aan het reglement betreffende rondtrekkende activiteiten op de openbare markten en het openbaar domein goed te keuren, onder voorbehoud van goedkeuring door de FOD Economie, K.M.O., Middenstand en Energie :

Hoofdstuk 1 - Organisatie van ambulante activiteiten op openbare markten

Artikel 1 - Onderwerp

Dit reglement geldt voor alle openbare markten, georganiseerd op openbaar domein van de gemeente Sint-Pieters-Woluwe.

Enkel de Gemeenteraad is bevoegd om publieke markten toe te laten op het grondgebied van de gemeente.

Artikel 2 - Gegevens van de openbare markten

2.1. - Locaties

De markt(en), genoemd in artikel 1, vinden plaats op volgende locaties :

- Dumonplein - Baron d'Huartlaan ;
- Sinte-Aleidisvoorplein ;

De Gemeenteraad bakent de oppervlakte van voorgenoemde markten af, zie plannen als bijlage. Hij geeft het College van Burgemeester en Schepenen de bevoegdheid de oppervlakten van de markten in marktplaatsen op te delen en hiervoor de plannen op te stellen, de vrije plaatsen toe te kennen en de lijsten met de titularissen van de plaatsen vast te leggen.

2.2. - Dagen en uren

De markt(en) vinden plaats op volgende dagen en uren :

- Dumonplein - Baron d'Huartlaan : dinsdag, vrijdag en zaterdag ;
- Sinte-Aleidisvoorplein : woensdag ;
- Aankomst van ambulante marktkeuzers met abonnement : vanaf 05 u. 00 tot 07 u. 30 ;
- Plaatsing van de demonstrateurs : 07 u. 00 ;
- Plaatsing van de occasionele marktkeuzers : 07 u. 30 ;
- Vertrek van de voertuigen die geen uitstaans hebben met de verkoop : 08 u. 00 ;

- Begin van de verkoop : 07 u. 00 ;
- Einde van de verkoop : 13 u. 00 ;
- Vertrek van de ambulante marktkramers : 14 u. 00 ;
- Volledige vrijmaking van de plaats : 15 u. 00 ;

Marktkramers met abonnement moeten hun standplaats innemen voor 07 u. 30, uitgezonderd bij uitzonderlijke omstandigheden en met toestemming van de marktmeester.

Vanaf dat uur heeft de marktmeester de toelating niet ingenomen plaatsen aan de occasionele marktkramers toe te wijzen. Geen enkele terugbetaling of korting zal hierbij aan de geabonneerde marktkramers toegestaan worden.

De marktkramers mogen de markt niet verlaten voor het officiële einduur van de markt. Een afwijking hiervan kan door de marktmeester toegestaan worden in uitzonderlijke omstandigheden of door het College van Burgemeester en Schepenen in de andere gevallen.

Er is geen markt op feestdagen, tenzij het College van Burgemeester en Schepenen hiervoor een toelating verleent.

Artikel 3 - Voorwaarden met betrekking tot de toekenning van de plaatsen

Een standplaats op de openbare markt kan enkel toegekend worden aan :

- fysieke personen die voor eigen rekening een ambulante handelsactiviteit uitoefenen en houder zijn van een "werkgeversvergunning" ;
- rechtspersonen die dezelfde activiteit uitoefenen. De standplaatsen worden toegekend door tussenkomst van een persoon die verantwoordelijk is voor het dagelijks beheer van de maatschappij die benoemd is voor de "werkgeversvergunning" ;

Bij gelegenheid mogen standplaatsen toegekend worden aan verantwoordelijken van niet-commerciële activiteiten, die er worden toegelaten op basis van artikel 7 van het bovenvermeld koninklijk besluit van 24.09.2006.

Om de diversiteit van het aanbod te garanderen, wordt het aantal standplaatsen per onderneming tot twee beperkt.

Artikel 4 - Verdeling abonnementen - standplaatsen toegekend op regelmatige basis

De standplaatsen op de openbare markt worden als volgt verdeeld :

- hetzij per abonnement (maximum 95 % van het totaal aantal standplaatsen) ;
- hetzij op regelmatige basis (minimum 5 % van het totaal aantal standplaatsen) ;

Onder de standplaatsen die toegekend worden per abonnement, wordt voorrang gegeven aan demonstrateurs tot een totaal van 5 % van het aantal standplaatsen op de markt.

Artikel 5 - Toekenningsregels voor standplaatsen op de dag zelf

De toekenning van standplaatsen op de dag zelf gebeurt door de marktmeester in chronologische volgorde naargelang van de aankomst op de markt. Als het geval zich voordoet, per specialisatie.

Indien het onmogelijk is om de volgorde van aankomst op de markt te bepalen tussen twee of meerdere kandidaten, zal de toekenning van standplaatsen per loting gebeuren.

De houder van de werkgeversvergunning moet aanwezig zijn bij de toekenning van de standplaats.

Artikel 6 - Toekenningsregels voor standplaatsen per abonnement op de openbare markten

6.1. - Beschikbaarheid en kandidaatstelling voor standplaats per abonnement

Indien een per abonnement toegekende standplaats vacant is, wordt dit door het College van Burgemeester en Schepenen aangekondigd door de publicatie van een bekendmaking, die geafficheerd wordt op het gemeentelijke aanplakbord en via de website van de gemeente.

De kandidaturen kunnen binnen gebracht worden als gevolg van een bekendmaking dat er een standplaats vacant komt, of op elk ander moment.

De kandidaturen moeten binnen gebracht worden volgens de voorschriften beschreven in artikel 30 § 1, 2de alinea van het koninklijk besluit van 24.09.2006 en binnen de termijn voorzien in het bericht van de vacante standplaats. De kandidaturen die niet voldoen aan deze criteria zullen niet weerhouden worden.

6.2. - Register van de kandidaturen

Alle kandidaturen worden bij hun ontvangst één na één in een register opgetekend.

Conform de wet van 12.11.1997 betreffende de openbaarheid van het gemeentelijk- en provinciaal bestuur, kan dit register steeds bij de betrokken gemeentedienst geraadpleegd worden.

De kandidaturen blijven geldig zolang ze niet weerhouden of door de aanvrager teruggetrokken worden.

Elk jaar moeten de kandidaten die vermeld staan in het register hun kandidatuur schriftelijk herbevestigen om opgenomen te blijven in het register.

6.3. - Rangorde van toewijzing van standplaatsen

Wanneer een standplaats per abonnement vacant wordt, zullen de kandidaturen als volgt in het register gerangschikt worden in het kader van de toewijzing van de standplaats, rekening houdend met eventuele specialisaties :

- 1.- aan de demonstrateurs in zoverre men nog niet tot 5 % van het totaal aantal standplaatsen geraakt is ;

- 2.- op basis van de kandidaturen, met een prioriteit voor de volgende categorieën :
 - a. aan de kandidaten die een aanvraag indienden ten gevolge van de afschaffing van de standplaats die ze bezetten op een van de markten van de gemeente of indien de gemeente een vooropzeg gegeven heeft ten gevolge van de afschaffing van een markt of een gedeelte van de standplaatsen ervan ;
 - b. aan de kandidaten die de uitbreiding van hun standplaats wensen ;
 - c. aan de kandidaten die een andere standplaats wensen ;
 - d. aan externe kandidaten ;
- 3.- voor elke categorie, als het geval zich voordoet, op basis van de standplaats en de verzochte specialisatie ;
- 4.- volgens datum ;

Als twee of meerdere aanvragen uit dezelfde categorie op hetzelfde ogenblik worden ingediend, dan zal de rangschikking als volgt gebeuren :

- a.- afgezien van de categorie van externe kandidaten, wordt prioriteit gegeven aan de aanvrager die het meeste anciënniteit heeft op de gemeentelijke markten. Als de anciënniteit niet kan vastgesteld worden dan wordt de prioriteit bepaald op basis van loting.
- b.- voor externe kandidaten wordt de prioriteit bepaald door loting.

6.4. - Aankondiging van de toewijzing van standplaatsen

De toewijzing van de standplaats wordt meegedeeld aan de aanvrager :

- hetzij per aangetekende brief via de post met bericht van ontvangst ;
- hetzij per brief die persoonlijk wordt overhandigd in ruil voor een bericht van ontvangst ;
- hetzij per elektronische post met bericht van ontvangst ;

De toewijzing van een standplaats die het voorwerp uitmaakt van een abonnement wordt opgenomen in een akkoord, dat in een geschreven document wordt neergeschreven.

De kandidaat heeft 15 dagen om, na ontvangst van de brief, de standplaats in gebruik te nemen. Als deze termijn overschreden wordt, dan wordt de aanvraag als geannuleerd beschouwd.

6.5. - Het register van standplaatsen toegekend per abonnement

Een plan of register wordt bijgehouden en vermeldt voor elke per abonnement toegekende standplaats :

- de naam, voornaam, het adres van de persoon of de tussenpersoon aan wie de standplaats werd toegekend ;
- als daar reden toe is, de firmanaam van de rechtspersoon aan wie de standplaats werd toegekend en het adres van de maatschappelijke zetel ;
- het ondernemingsnummer ;
- de producten en/of diensten die te koop worden aangeboden ;
- als daar reden toe is de kwaliteit van de demonstrateur ;
- de datum van toewijzing van de standplaats en de duur van het gebruiksrecht ;
- als de activiteit seizoensgebonden is, de activiteitsperiode ;
- de prijs van de standplaats, behalve als deze op een uniforme wijze werd vastgelegd ;
- als daar reden toe is, de naam en het adres van de overdrager en de datum van overdracht ;

Conform de wet van 12.11.1997 betreffende de openbaarheid van het gemeentelijke en provinciale bestuur, kan dit register steeds bij de betrokken gemeentelijke dienst geraadpleegd worden.

Elke persoon die bevoegd is voor het uitoefenen van een ambulante handelsactiviteit, zoals gedefinieerd in artikel 13, die een verandering ondergaat van dagelijks bestuurder naar rechtspersoon, of een wijziging van adres of inschrijvingsnummer bij de Kruispuntbank van Ondernemingen, moet de betrokken gemeentelijke dienst hiervan binnen de 15 dagen op de hoogte brengen.

Artikel 7 - Duur van het abonnement

De abonnementen worden toegekend voor een duur van 12 maanden.

Na verloop van deze periode worden de abonnementen stilzwijgend van jaar op jaar verlengd, behalve bij het afstand doen ervan, zoals voorzien in artikel 9 en bij een intrekking, zoals in de gevallen voorzien in artikel 10 van huidig reglement en door het gemeentebestuur per aangetekend schrijven aan de betrokkene meegedeeld.

Artikel 8 - Opschorting van het abonnement

De houder van het abonnement kan het abonnement opschorten voor een periode van minstens een maand, als hij zich in de situatie bevindt dat hij zijn beroepsactiviteit niet kan uitoefenen :

- door ziekte of ongeval, die op basis van een medisch attest dient aangetoond te worden ;
- door een geval van overmacht, dat duidelijk aangetoond kan worden ;
- voor elke andere door het College van Burgemeester en Schepenen toegestane reden ;

De opschorting vangt aan op de dag dat de gemeente geïnformeerd is van de onmogelijkheid en houdt op te bestaan op het einde van de aangekondigde termijn en ten laatste 5 dagen na de bekendmaking van de herneming van de activiteiten.

De houder van het abonnement recupereert zijn standplaats op het einde van de schorsingsperiode.

De opschorting van het abonnement houdt de opschorting in van de wederzijdse verbintenissen die uit het contract voortvloeien.

Gedurende de periode van de opschorting, zal de standplaats dag per dag toegewezen worden.

Artikel 9 - Afstand doen van het abonnement

De houder van het abonnement kan hiervan afstand doen :

- bij het vervallen van het abonnement, door middel van een vooropzeg van minstens 30 dagen ;
- na het stopzetten van de ambulante handelsactiviteiten, door middel van een vooropzeg van minstens 30 dagen ;
- als hij definitief niet in staat blijkt te zijn handelsactiviteit uit te oefenen omwille van redenen vermeld in artikel 8 van het huidig reglement. In dat geval is geen enkele vooropzeg voorzien.

Na overlijden van de fysieke persoon die de activiteit voor eigen rekening uitoefent, kunnen de rechthebbenden van de fysieke persoon zonder vooropzeg afstand doen van het abonnement waarvan hij houder was.

De aanvragen voor opschorting, hervatting en het afstand doen van een abonnement worden medegedeeld aan het College van Burgemeester en Schepenen op één van de volgende manieren :

- per aangetekend schrijven via de post en met bericht van ontvangst ;
- per brief die persoonlijk wordt overhandigd in ruil voor bericht van ontvangst ;
- via duurzame drager (fax, e-mail) in ruil voor bericht van ontvangst ;

Artikel 10 - Schorsing en intrekking van het abonnement, uitsluiting van de markt of van het recht tot uitpakken

Het abonnement kan in volgende gevallen door het College van Burgemeester en Schepenen geschorst of ingetrokken worden :

- niet-betaling van de bijdrage van de standplaats. Onverminderd de vervolging van elke andere procedure is de marktmeester, in geval van niet-betaling ter plekke der rechten, en onder het voorbehoud de zaak bij de op de markt aanwezige verantwoordelijke van de Politiedienst aanhangig te maken, er toe gemachtigd, vanaf de derde week vanaf het begin van het trimester, elke handelaar de toelating tot uitpakken op de openbare markten te ontzeggen. Gelet op het openbare karakter van deze reglementering vereist deze handeling geen voorafgaande ingebrekestelling. Dit verbod tot uitpakken zal gelden tot de algemene vereffening van de verschuldigde rechten ;
- afwezigheid gedurende vier achtereenvolgende weken zonder de marktmeester of de betrokken gemeentelijke dienst hiervan voorafgaand op de hoogte te brengen ;
- afstaan van een abonnement aan een derde zonder aan de voorwaarden gestipuleerd in artikel 14 van huidig gemeentelijk reglement te voldoen ;
- het niet respecteren van het plaatsingsplan ;
- het bij middel van verlengstukken, verlengen en/of verbreden van de kramen zonder voorafgaande toestemming van de marktmeester ;
- onrechtmatig bekomen van een plaats ;
- dader van een schandaal of een ruzie op de markt ;
- nalaten schoon te maken en het achterlaten van karton, kisten, verpakking van alle aard, leeggoed en eender welk afval ;
- het niet respecteren van de normen inzake hygiëne ;
- het niet respecteren van de wetgeving met betrekking tot de fiscale en sociale wetgeving ;
- plaatsing in de kramen van zeilen of schermen die het zicht naar de omliggende kramen belemmeren, behalve indien de weersomstandigheden dit vereisen en mits de toelating van de marktmeester ;
- eender welke beschadiging van de openbare uitrusting of infrastructuur ;
- weigering van de handelaar om de door hem veroorzaakte beschadiging op zijn kosten te laten herstellen ;
- niet conforme voorstelling van de kramen ;
- afwezigheid van het identificatiepaneel ;
- het plaatsen van goederen of materieel op plaatsen van de markt die voorbehouden zijn aan de gangpaden ;
- het aanspreken van cliënteel in de gangpaden ;
- het verkopen van andere goederen dan deze die op het abonnement vermeld zijn ;
- verkoop van goederen die niet in overeenstemming zijn met de regels van goed gedrag, leven of zeden ;
- geen overeenstemming met de bevelen van de politiediensten, het gemeentepersoneel of de marktmeesters ;
- inbreuk op het huidig reglement ;

De uitsluiting van de markten of het verbod tot uitpakken kan in voornoemde gevallen door het College van Burgemeester en Schepenen ten aanzien van occasionele handelaars uitgesproken worden.

De beslissing van schorsing of intrekking wordt per aangetekend schrijven via de post en met bericht van ontvangst of via duurzame drager in ruil voor bericht van ontvangst te kennen gegeven.

De handelaars in het bezit van een abonnement of de occasionele handelaars die tijdelijk of definitief van hun plaats ontdaan worden, kunnen geen aanspraak maken op een schadevergoeding.

Artikel 11 - Vooropzeg, bekend gemaakt door de gemeente

In het geval van tijdelijke of definitieve opheffing van een van de markten van een standplaats of een deel van de standplaatsen, wordt een vooropzeg van een jaar gehanteerd voor de houders van een standplaats. In geval van openbare werken of een openbare toewijzing als gevolg van een regionale of federale reglementering is deze termijn niet van toepassing. Deze die tijdelijk of definitief van een markplaats ontzegd zouden worden, kunnen geen aanspraak maken op een vergoeding.

De betrokken abonnementshouders worden prioritair behandeld bij de toekenning van vacante standplaatsen per abonnement.

Artikel 12 - Seizoensgebonden ambulante handelsactiviteiten

Een seizoengebonden activiteit is een activiteit die steunt op producten of diensten die, door hun natuur of traditie, enkel gedurende een bepaalde periode van het jaar verkocht worden.

De abonnementen die worden toegekend voor de uitoefening van bovenvermelde activiteiten worden gedurende de periode van niet-activiteit geschorst.

Gedurende de periode van niet-activiteit worden de standplaatsen dag per dag toegekend.

Artikel 13 - Bezetting van de standplaatsen

De standplaatsen op de openbare markt kunnen bezet worden :

- 1.- door :
 - a. fysieke personen die voor eigen rekening een ambulante handelsactiviteit uitoefenen en houder zijn van een "werkgeversvergunning" en aan wie een standplaats werd toegekend ;
 - b. verantwoordelijke voor het dagelijks bestuur van een rechtspersoon aan wie een standplaats werd toegekend en die houder is van een "werkgeversvergunning" ;
- 2.- door de vennoten van de fysieke persoon aan wie de standplaats werd toegekend en die houder is van een "werkgeversvergunning" voor het uitoefenen van een ambulante handelsactiviteit voor eigen rekening ;
- 3.- door de echtgeno(o)t(e) of wettelijk samenwonende van de fysieke persoon aan wie de standplaats werd toegekend en die houder is van een "werkgeversvergunning" voor het uitoefenen van een ambulante handelsactiviteit voor eigen rekening ;
- 4.- door de demonstrateur, die houder is van een "werkgeversvergunning", aan wie het tijdelijk gebruik van de standplaats werd onderverhuurd conform de voorschriften van artikel 35 van het bovenvermeld koninklijk besluit van 24.09.2006 en door de demonstrateur die houder is van een "toestemming van aangestelde A en B", die een ambulante handelsactiviteit uitoefent voor de rekening of in dienst van de persoon aan wie de standplaats werd toegekend of onderverhuurd ;
- 5.- door de personen die houder zijn van een "toestemming van aangestelde A" of van een "toestemming van aangestelde B" die een ambulante handelsactiviteit uitoefenen voor de rekening van of in dienst van de fysieke persoon of rechtspersoon bedoeld in punten 1 tot en met 3 ;
- 6.- de personen die verkopen zonder commercieel karakter in het kader van handelingen bedoeld onder artikel 7 van het bovenvermelde koninklijk besluit van 24.09.2006. Zij kunnen de standplaats innemen die toegewezen werd aan de persoon die verantwoordelijk is voor deze handeling. Als het geval zich voordoet kunnen ze deze innemen in diens afwezigheid.

De opgesomde personen van punt 1 b) tot en met punt 5 mogen de standplaats innemen die werd toegekend of onderverhuurd aan de fysieke persoon of rechtspersoon, voor wiens rekening of in wiens dienst ze deze activiteiten uitoefenen, in zijn of haar afwezigheid.

Artikel 14 - Overdracht van de standplaats

14.1 - De overdracht van de standplaats is toegestaan onder de volgende voorwaarden :

- 1.- wanneer de houder van de standplaats(en) zijn ambulante handelsactiviteiten stopzet als fysiek persoon of overlijdt of als de rechtspersoon de ambulante handelsactiviteiten staakt. In het geval van overdracht, geven de overdrager of zijn rechthebbenden een document dat dienst doet als bewijs van schrapping van zijn ambulante handelsactiviteit bij de Kruispuntbank van Ondernemingen ;
- 2.- voor zoverre degenen aan wie deze overdracht gebeurt, houder zijn van een werkgeversvergunning voor ambulante handelsactiviteiten en de specialisatie verder zetten van diegene die zijn standplaats overdraagt. Een eventuele wijziging van de specialisatie moet per aangetekend schrijven bij het College van Burgemeester en Schepenen aangevraagd worden. In beide gevallen (behoud van de specialisatie of aanpassing van de toegestane specialisatie), moet diegene aan wie de standplaats overgedragen wordt, beschikken over de gepaste toestemming voor het uitoefenen van ambulante handelsactiviteiten ;

3.- de onderneming van de persoon die afstand doet van de standplaats, kan, na de overname, slechts over twee standplaatsen beschikken (cfm. Artikel 3)

14.2 - In afwijking van § 1, kan de overdracht van standplaats toegestaan worden tussen :

- echtgenoten, in het geval van feitelijke scheiding ;
- echtgenoten, in het geval van scheiding van tafel en bed ;
- echtgenoten, in het geval van echtscheiding ;
- wettelijke samenwonenden, aan het eind van hun wettelijk samenwonen ;

Op voorwaarde dat :

- de overdrager of de overnemer aan de gemeente een document overhandigt met de situatie beschreven in paragraaf 14.2 ;
- de overnemer voldoet aan de voorwaarden, opgesomd in paragraaf 14.1, 2° en 3° ;

Deze overdracht is geldig voor de rest van de duur van het abonnement van de overdragende partij. In het geval van overdracht, wordt het abonnement ook stilzwijgend verlengd.

Artikel 15 - Het houden van standplaatsen

15.1 - De standplaatsen mogen ingenomen worden door personen die bevoegd zijn voor het uitoefenen van activiteiten op openbare markten zoals voorgeschreven in het huidig reglement.

15.2 - Niemand mag een of andere standplaats innemen op de markt zonder toestemming van de marktmeester.

15.3 - In geen enkel geval mag de houder van een standplaats zichzelf beschouwen als eigenaar van zijn plaats.

Het is hem verboden de gehele standplaats of een deel ervan te onderverhuren of uit te lenen en er een andere handelsactiviteit uit te oefenen dan diegene die hem werd toegewezen, hetzij per abonnement, hetzij voor tijdelijk gebruik.

In het geval van inbreuk op deze bepaling, zal de standplaats aan de houder ontnomen worden zonder afbreuk te doen aan eventuele juridische vervolgingen.

Enkel demonstrateurs, die een abonnement verkregen hebben voor een standplaats, mogen hun tijdelijk gebruiksrecht op deze plaats aan andere demonstrateurs doorverhuren :

- hetzij rechtstreeks aan een andere demonstrateur ;
- hetzij via tussenkomst van een maatschappij die zonder discriminatie open staat voor elke demonstrateur ;

Naargelang van het geval, deelt de demonstrateur of de maatschappij de lijst met demonstrateurs mee aan wie een tijdelijk gebruiksrecht werd onderverhuurd.

De prijs van de onderverhuuring mag niet hoger liggen dan de prijs van het deel van het abonnement dat geldt voor de duur van de onderverhuuring.

15.4 - Elke persoon die een ambulante handelsactiviteit uitoefent op een openbare markt moet zich identificeren met behulp van een leesbaar paneel, dat goed zichtbaar geplaatst dient te worden op de kraam of het voertuig als zij de activiteit van uit het kraam of het voertuig uitoefent. Dit paneel moet eveneens geïnstalleerd worden door de beambten wanneer zij alleen werken.

Het paneel moet de volgende vermeldingen bevatten :

- hetzij de naam, de voornaam van de persoon die een ambulante handelsactiviteit uitoefent voor eigen rekening of voor rekening van de persoon of de dienst die de activiteit uitoefent ; hetzij de naam, de voornaam van de persoon die de dagelijkse verantwoordelijkheid heeft van de rechtspersoon of van de dienst die de activiteit uitoefent ;
- de firmanaam van de onderneming en/of zijn commerciële benaming ;
- naargelang het geval, de gemeente waar de maatschappelijke zetel van de onderneming zich bevindt of, indien deze zich niet in België bevindt, het land en de gemeente waar deze zich bevindt ;
- het inschrijvingsnummer in de Kruispuntbank voor Ondernemingen (of de identificatie als de onderneming buitenlands is.)

Artikel 16 - Presentatie van de kramen - Hygiëne en eerlijkheid van de verkoop - Veiligheid van de installaties

16.1 - Presentatie van de kramen

De kramen mogen de aangegeven grenzen hernomen op de plannen niet overschrijden.

In elk geval zal de diepte van de kramen, uitgezonderd afwijking verleend door het College van Burgemeester en Schepenen, geen drie meter mogen overschrijden. In geval van inbreuk zal de prijs van de bijdrage verdubbeld kunnen worden. De handelaars zullen de hen toegewezen marktplaats en de vrije doorgang van de gangpaden respecteren.

De onderrand van de luifel zal zich op minstens 2,20 m boven het grondoppervlak bevinden. De handelaars zullen persoonlijk verantwoordelijk gesteld worden voor gebeurlijke ongevallen wegens het niet respecteren van dit voorschrift.

De verkoop op de grond of vanuit een kartonnen of andersoortige op de grond geplaatste doos is verboden. Zij moeten hun handelswaar op passende wijze presenteren op een drager of fatsoenlijk geschikt in hun etalages.

De handelaars moeten er op letten lege verpakkingen uitsluitend onder hun kramen te plaatsen en te camoufleren met een

dekzeil of een kleed.

16.2 - Hygiëne en eerlijkheid van de verkoop

De verkoop en transacties mogen enkel plaats vinden op de markten en uitsluitend tijdens de uren die voor elk van hen vastgelegd zijn.

De handelaar aan wie een standplaats werd toegekend, mag handelswaren te koop aanbieden waarvoor hij de toestemming heeft gekregen bij de toekenning van zijn plaats.

Het is verboden om de hygiëne van voedingsmiddelen, die worden vervoerd en te koop aangeboden of verkocht worden, aan te tasten.

Alle mogelijke maatregelen moeten genomen worden om te vermijden dat deze bevuild worden en om deze voedingsmiddelen op een hygiënische manier te bewaren.

De handelaars moeten de specifieke hygiënenormen van hun beroep respecteren en voor zichzelf rigoureuus de netheidregels in acht nemen.

Het is ten strengste verboden om zich aan een inspectie van het transport, de behandeling en de verkoop van voedingswaren van dierlijke oorsprong door ambtenaren of agenten die bevoegd zijn voor de eetwaren- en hygiëne-inspectie te onttrekken.

Het is verboden om voedingswaren die inferieur zijn qua kwaliteit onderaan in zakken, manden en kisten te plaatsen om aldus klanten te misleiden.

Het is verboden om rotte, vervallen of ongezonde voedingswaren te verkopen of te koop aan te bieden.

De markt is toegankelijk voor elke titularis van een toelating tot ambulante verkoop van alle door de wet toegelaten producten, uitgezonderd tweedehands- of door gebruik beschadigde artikelen en bulkproducten die niet conform zijn met de hygiënenormen.

16.3 - Veiligheid van de installaties

Het materiaal dat gebruikt wordt voor de elektriciteitsaansluiting moet conform de wettelijke bepalingen zijn.

Gas- en/of elektriciteitsinstallaties van de kraampjes of de verkooppunten die eraan verbonden zijn, zullen minstens één keer per jaar gecontroleerd worden door een instelling die erkend is door de Federale Overheidsdienst voor Economische Zaken.

De rapporten, dewelke geen opmerking mogen inhouden opgemaakt door deze erkende instelling, zullen ter beschikking gesteld worden van de burgemeester, de gemeentelijke politie, de bevoegde gemeentediensten of de Regionale Brandweerdienst. Zij kunnen er aanstonds en op simpele aanvraag kennis van nemen wanneer ze dat nodig achten.

Een brandblusapparaat, type ABC met een inhoud van 6 kg en met keurmerk "BENOR-ANPI" zal geïnstalleerd worden in elke kraam met bakapparaten zoals frituren, grills, hotdogapparaten, oliebolbakkers enz.

Dit brandblusapparaat zal minstens één maal per jaar gecontroleerd worden door een gespecialiseerde firma.

Artikel 17 - Netheid van de standplaatsen

Het is marktkramers verboden om de markt te verlaten zonder de kisten en het afval mee te nemen en zonder groenteafval, papierverpakkingen enz. in plasticzakken of voldoende sterk papier samen te doen.

In alle gevallen blijven de handelaars verantwoordelijk voor de netheid van hun standplaats.

Het is verboden om van elders afkomstig afval van welke aard ook te lozen.

Handelaars die producten te koop aanbieden die (ter plekke) geconsumeerd kunnen worden, moeten hun klanten bakjes aanbieden bestemd voor afval- en verpakkingspapier.

Artikel 18 - Parkeren van de voertuigen

Met uitzondering van de voertuigen die gebruikt worden bij de verkoop en in zoverre deze voldoen aan de van kracht zijnde regels, mag vanaf 08 u. 00 geen enkel voertuig op de plaats van de markt geparkeerd worden.

De voertuigen die handelswaren aanvoeren moeten buiten de omtrek van de markt gestald worden en moeten het aanvullend politiereglement inzake verkeer en parkeren respecteren.

Bovendien is het verboden niet voor de verkoop bestemde voertuigen te parkeren op minder dan 500 meter van de marktplaatsen, uitgezonderd op de door de gemeente ter beschikking gestelde parkings.

Een afwijking kan door het College van Burgemeester en Schepenen toegestaan worden voor :

- voertuigen die in de kraam staan, zolang de diepte van deze de 3 m niet overschrijdt ;
- de voertuigen die naast de kraam staan en waarvoor de eigenaars de toelating gekregen hebben van het College van Burgemeester en Schepenen ;

Deze voertuigen zullen steeds in rekening genomen worden voor de berekening van de retributie.

Artikel 19 - Betaling van plaatsrechten

Elke handelaar die recht heeft op een standplaats op een openbare markt moet de marktmeester ter plaatse het verschuldigde bedrag voor de plaatsrechten betalen zoals dit vastgesteld werd door de Gemeenteraad.

Het innen van de plaatsrechten voor normale plaatsen voor tijdelijke handelaars, waaronder ook demonstrateurs die

onderhuren gebeurt elke marktdag. De betaling van de abonnees gebeurt per overschrijving op de rekening van het gemeentebestuur minstens 8 dagen voor de aanvang van het trimester waarvoor de betaling wordt uitgevoerd.

De plaatsrechten zijn verschuldigd van zodra de standplaats ingenomen wordt.

Voor elke betaling moet de marktmeester een ontvangstbewijs afleveren.

Artikel 20 - Verantwoordelijkheid - Verzekering

De toestemming om opslagplaatsen voor handelswaren op te stellen op en gedurende de markt, houdt op geen enkele manier de bewaking en bewaring van deze opslagplaatsen in.

De betaling van het plaatsrecht brengt voor het gemeentebestuur of de marktmeester geen verplichting mee om op dit vlak een speciale bewaking op te zetten.

De handelaar is ten opzichte van het gemeentebestuur verantwoordelijk voor schade aan voetpaden, bomen, banken, fontein en of publieke installaties die zich op de standplaats of in de buurt van de markt bevinden en die door zijn fout, onachtzaamheid of deze van zijn personeel, wordt aangericht.

De daders van eender welke beschadiging zijn vatbaar voor wettelijke vervolging.

De ambulante handelaars moeten de vereiste verzekeringspolissen afsluiten voor enerzijds hun burgerlijke aansprakelijkheid en dit van hun personeel en anderzijds om alle herstellingen te kunnen garanderen in geval van werkongeval en ongeval op weg naar het werk.

Artikel 21 - Bewaring van de orde en de publieke veiligheid

Het is verboden om hindernissen aan te brengen die de vrijheid van verkoop hinderen of die de orde verstoren.

Het is de handelaars of hun aangestelde ook verboden om te schelden of personen te mishandelen, omwille van hun aanbiedingen of eender welke andere zaak.

Wie één van deze voorschriften overtreedt, kan door de marktmeester onmiddellijk van de markt verdreven worden. De marktmeester is er toe gehouden hiervan onmiddellijk verslag uit te brengen bij het College van Burgemeester en Schepenen bij de Burgemeester.

Artikel 22 - Arbitrage van geschillen

Elk geschil dat ontstaat tussen handelaar en marktmeester, tussen handelaar en koper of tussen handelaars onderling, moet onmiddellijk aan de marktmeester of de Politiedienst gemeld worden. Hij zal de partijen horen en hen met elkaar trachten te verzoenen als dit mogelijk is. Als dit niet het geval is, zullen ze hen doorsturen naar de bevoegde gemeentedienst die het indien nodig aan het College van Burgemeester en Schepenen onderwerpt.

Hoofdstuk 2 - Organisatie van ambulante handelsactiviteiten op openbaar domein buiten de openbare markten op plaatsen die niet op voorhand werden vastgelegd

Artikel 23 - Toepassingsveld

Wie een standplaats wil bezetten op één of meerdere plaatsen van het openbaar domein die buiten de openbare markten ligt, om er ambulante handelsactiviteiten uit te oefenen, moet daarvoor op voorhand de toestemming vragen aan het College van Burgemeester en Schepenen.

Artikel 24 - Voorafgaande toestemming

24.1 - Toelatingsaanvraag

Om een standplaats te kunnen innemen zoals vermeld in artikel 15, moet men voldoen aan de bepalingen vermeld in artikel 13 en moet men beschikken over een toelating. Deze toelating moet voorafgaand aan het uitoefenen van de ambulante handelsactiviteit aangevraagd worden bij het College van Burgemeester en Schepenen.

24.2 - Beslissing met betrekking tot de toelating

In het geval van een positieve beslissing, krijgt de aanvrager een toelating met vermelding van :

- de aard van de producten of diensten die hij mag aanbieden ;
- de plaats ;
- de datum en de duur van de verkoop ;

De gevraagde toelating kan geweigerd worden voor één of meerdere van onderstaande redenen :

- redenen van publieke orde ;
- redenen van publieke gezondheid ;
- bescherming van de consument ;
- de activiteit kan het bestaande commerciële aanbod in gevaar brengen.

Het College van Burgemeester en Schepenen zal de reden(en) voor de negatieve beslissing motiveren in een mededeling aan de aanvrager en stuurt ook de beroepsmogelijkheden door.

Artikel 25 - Voorwaarden voor toekenning en inname van de standplaatsen

De personen die voldoen aan de voorwaarden voor verwerving (cfm. artikel 3) en bezetting van standplaatsen op de openbare markt (cfm. artikel 13) krijgen de plaatsen toegewezen en mogen deze innemen op het openbaar domein.

Artikel 26 - Regels voor toekenning van standplaatsen op regelmatige basis

De toekenning van standplaatsen op regelmatige basis verloopt chronologisch, op basis van de binnenkomst van de aanvragen en, als daar reden toe is, in functie van de plaats en de gevraagde specialisatie.

Als twee of meerdere aanvragen voor een standplaats op hetzelfde ogenblik binnenkomen, dan wordt de toekenning ervan per loting bepaald.

Artikel 27 - Regels voor toekenning per abonnement

De regels voor de openbare markten zijn ook hier van toepassing (cfm. supra).

De voorwaarden in verband met de mededeling over de vacante plaatsen (cfm. artikel 6 § 1, van het huidig reglement) zijn niet van toepassing.

Artikel 28 - Regel voor identificatie bij het uitoefenen van ambulante handelsactiviteiten

Elke persoon die een ambulante handelsactiviteit uitoefent op openbaar domein, moet zichzelf identificeren als hij of zij de activiteit uitoefent vanaf een kraam of een voertuig. Dit moet gebeuren met een leesbaar paneel, dat duidelijk geplaatst moet worden op de kraam of het voertuig. Dit paneel moet eveneens geïnstalleerd worden door de beambten als ze alleen werken.

Het paneel bevat de volgende vermeldingen :

- hetzij de naam, de voornaam van de persoon die een ambulante handelsactiviteit uitoefent voor eigen rekening of voor rekening van de persoon of de dienst die de activiteit uitoefent ; hetzij de naam, de voornaam van de persoon die de dagelijkse verantwoordelijkheid heeft van de rechtspersoon of van de dienst die de activiteit uitoefent ;
- de firmanaam van de onderneming en/of zijn commerciële benaming ;
- naargelang het geval, de gemeente waar het hoofdkantoor van de onderneming zich bevindt of, indien deze zich niet in België bevindt, het land en de gemeente waar deze zich bevindt ;
- het inschrijvingsnummer in de Kruispuntbank voor Ondernemingen (of de identificatie als de onderneming buitenlands is).

Hoofdstuk 3 - Slotbepalingen

Artikel 29 - Bevoegdheid van de marktmeester

De marktmeester heeft de bevoegdheid om de documenten te controleren die de toelating en identiteit aantonen van de personen die een ambulante handelsactiviteit uitoefenen.

Artikel 30 - Gevallen niet voorzien in het reglement

In de gevallen die niet voorzien zijn in het reglement, zal de bevoegde gemeentelijke autoriteit een uitspraak doen binnen de grenzen van de wetgeving.

Artikel 31 - Inwerkingtreding van het huidig reglement

Het huidig reglement wordt verstuurd naar de FOD Economie, K.M.O., Middenstand en Energie binnen de maand die volgt op de goedkeuring door de Gemeenteraad.

VOOR EENSLUIDEND UITTREKSEL
Sint-Pieters-Woluwe, 28 september 2009

Op bevel :
De Gemeentesecretaris,

Voor de Burgemeester :
De afgevaardigde Schepen,